

La crise des partis politiques américains

par Gordon L. WEIL

Associé, Twentieth Century Fund, New York.



Pour les Européens, qui connaissent depuis longtemps le système des partis nombreux de leurs propres pays ainsi que le système dominé par deux grandes formations politiques aux Etats-Unis, les élections américaines de 1968 pourraient sembler surprenantes. Pour la première fois depuis la Guerre Civile, trois candidats à la présidence se sont présentés devant les électeurs dans chacun des Etats de la fédération. Le fait que le candidat du « troisième parti » (*third party*) n'a obtenu que 13,5 % des suffrages pourrait amener les observateurs étrangers à voir les élections de 1968 comme un phénomène passager, mais ces élections annoncent des changements fondamentaux au système politique américain.

Le malaise quant à la capacité des partis à représenter valablement le peuple américain, qui existe depuis quelques temps, s'est accru considérablement pendant la campagne électorale. Il s'est manifesté lors des débats au sein du parti démocrate, et même par des scènes de violence, qui ont caractérisé la convention nationale de ce parti à Chicago. D'autre part, le « troisième parti » de George Wallace a témoigné le mépris qu'un certain nombre d'Américains manifestent à l'égard de la réponse des deux grands partis aux problèmes complexes qui se pose actuellement.

Les « troisième parti » ont une place honorable dans l'évolution du système politique américain. Souvent avocats d'une législation sociale, qui paraissait à première vue trop révolutionnaire à la grande majorité de la population et aux grands partis, ils ont réussi à faire accepter leurs programmes par des gouvernements ultérieurs.

Comme certains partis en Europe, les « troisième parti » ont été les représentants de philosophies politiques assez précises. Les partis traditionnels, par contre, sont connus pour l'absence d'idéologie dans leurs programmes électoraux. Mais les « troisième parti » ont dû lutter contre des obstacles presque insurmontables, car le système prévu dans la

Constitution américaine est axé sur la présence de deux partis aux élections. Par conséquent, les « troisième parti » n'ont existé que durant quelques années, aussi longtemps que la passion du peuple était enflammée pour l'une ou l'autre question politique et puis ont disparu, sans susciter beaucoup de regret.

LE SYSTEME DES DEUX GRANDS PARTIS

La règle du jeu politique la plus puissante qui empêche la création de « troisième parti » plus ou moins permanents est le « *single member district* » (circonscription à un seul représentant), selon laquelle, pour chaque circonscription électorale, il n'y a qu'un gagnant. Ce système se situe aux antipodes du système de la représentation proportionnelle qui permet à chaque groupement ayant reçu un certain nombre de suffrages d'avoir son représentant. Dans le « *single member district* », le candidat qui obtient plus de voix que tout autre candidat est élu ; les autres sont éliminés. Les suffrages de la minorité sont tout à fait perdus.

Le « *single member district* » existe à tous les niveaux politiques aux Etats-Unis. Il s'applique aux élections des maires et échevins, des députés aux assemblées des Etats et des gouverneurs, des représentants à la Chambre des Représentants et au Sénat et des président et vice-président des Etats-Unis. Pour les élections présidentielles, la nation toute entière est la circonscription, la seule occasion où ceci soit vrai. Par suite de l'importance primordiale de ces dernières élections et de leur influence sur la vie politique du pays, on se préoccupera ici du rôle des partis au moment où le pays choisit son nouveau président (1).

Comme on verra plus bas, même les élections à la présidence ne sont pas déterminées par la volonté de la majorité lors des consultations populaires. Le Collège électoral a été prévu dans la Constitution et pour être élu, un candidat doit recueillir la pluralité des votes au sein de ce Collège. Chaque Etat a droit à un nombre de votes dans ce Collège. Tous les votes de chaque Etat sont attribués au candidat qui a gagné la majorité simple au scrutin. De ce système provient également une partie du malaise actuel, comme le prouvera la suite de la présente étude.

(1) Depuis 1804, on n'a qu'un seul bulletin de vote pour les candidats à la présidence et à la vice-présidence du même parti. Avant cette date, le candidat qui était arrivé deuxième aux élections était nommé vice-président. Mais ce système permettait que les candidats de deux partis différents puissent être élus ou, dans le cas d'égalité de votes, que la Chambre fût appelée à choisir un président et un vice-président.

Le « *single member district* » favorise les deux grands partis. Avec un seul gagnant possible dans une circonscription, les personnes qui pourraient attirer le soutien d'un certain nombre d'électeurs, mais pas assez pour dépasser les autres candidats, sont découragées dès le début. L'opposition au titulaire du siège a plutôt tendance à unir ses efforts dans l'espoir de faire tomber ce candidat, même si les membres de l'opposition ne sont pas tout à fait d'accord sur la politique à suivre.

Un facteur supplémentaire qui joue en faveur de deux partis est le fait que le vainqueur ne doit avoir qu'une majorité simple et non une majorité absolue. Un candidat peut donc être élu avec moins de 50 % des suffrages. Si, par exemple, il se trouve en face de deux concurrents qui obtiennent chacun 30 % des suffrages, il gagne facilement avec 40 % seulement des suffrages. Cet état des choses encourage les candidats de l'opposition à se regrouper derrière le candidat qui peut gagner une majorité absolue plutôt que derrière deux candidats, ou plus, qui n'ont aucun espoir de gagner une majorité simple.

Les élections à la présidence sont cependant une exception à cette règle. Pour gagner, un candidat doit obtenir la majorité absolue des votes au Collège électoral ; sinon la Chambre des représentants est appelée à choisir le président parmi les trois candidats ayant obtenu le plus grand nombre de votes.

Cet appel adressé à la Chambre pour trancher au cas où il n'y a pas de gagnant est la seule occasion où le système de ballottage est employé aux Etats-Unis et il semble actuellement, en train de disparaître.

Le fait qu'il n'existe pas un recours au deuxième tour est évidemment lié au système de la majorité simple. Comme on avait prévu, dès le début de la fédération, qu'il n'y aurait que deux partis en présence, on n'a jamais pensé que les élections à la majorité simple seraient fréquentes. Sans élections de ce genre, le ballottage n'était pas souhaitable. En outre, avec une population dispersée sur la moitié d'un continent en grande partie encore sauvage, il était impossible de prévoir des élections trop rapprochées qui auraient demandé aux électeurs, de trop fréquents déplacements.

En fait, au XVIII^e siècle, on n'avait prévu que deux partis politiques et c'est la raison pour laquelle le système décrit ci-dessus a été créé.

Mais pour quelle raison a-t-on prévu qu'il n'y aurait que deux partis ? L'explication la plus simple et la plus juste est que les partis politiques américains ne sont pas des partis « idéologiques ». Ils représentent les gens « pour » et les gens « contre » plutôt que, par exemple, les chrétiens et les libres penseurs, les noirs et les blancs, les capitalistes et les socialistes. Jusqu'aujourd'hui, la différence la plus significative qui a opposé les deux partis, c'est que l'un est au pouvoir et l'autre voudrait y être.

Cette volonté d'être « pour » ou « contre » plutôt que de se consacrer à la défense d'une position philosophique reflète le pragmatisme qui caractérise la mentalité américaine, ainsi que Alexis de Tocqueville l'avait bien vu, dès 1835, dans son ouvrage, *De la démocratie en Amérique*.

Tout ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas des scissions (« *cleavages* ») au sein de la population américaine. Mais chaque personne appartient à plusieurs groupes et les scissions s'entrecoupent (« *cross-cutting cleavages* ») (2). Bien entendu, ce « *cross-cutting* » n'est pas parfait et dans chacun des grandes concentrations politiques les groupes ne sont pas représentés dans la même proportion. Sur la base des résultats des élections à la présidence depuis 1952 on peut vérifier quel parti a les préférences de la majorité, qui peut être faible, des membres des groupes les plus importants :

Groupe	Parti Démocrate	Parti Républicain
Blancs		×
Non-blancs	×	
Education universitaire		×
Education secondaire		×
Education primaire	×	
Professions libérales et les affaires		×
Salariés		×
Ouvriers	×	
Agriculteurs		×
Agés de moins de 50 ans	×	
Agés de plus de 50 ans		×
Religion protestante		×
Religion catholique	×	

Il va sans dire que ce tableau ne signifie pas que *tous* les blancs sont républicains pas plus que *tous* les catholiques sont démocrates. Il montre tout simplement qu'il y a *plus* de catholiques qui sont démocrates que de catholiques républicains et vice versa pour ce qui concerne les blancs. Ce schéma n'est pas exact d'ailleurs pour toutes les élections. En 1964, où les candidats en présence étaient le Président Johnson et le Sénateur Goldwater, une majorité dans chaque groupe soutient M. Johnson, le candidat démocrate.

(2) Voir, par exemple, les études faites par Seymour Lipset. Selon Lipset le fait que les gens sont membres de plus d'un groupe empêche la rupture d'un pays.

Il n'y a pas que des groupes sur lesquels les grands partis peuvent compter, il y a également des régions du pays qui donnent habituellement leur soutien à l'un ou l'autre parti. Pendant des décennies après la Guerre Civile, les Etats de l'ancienne confédération ont soutenu le parti démocrate en rejetant le parti républicain, auteur de mesures dures à l'égard de ces Etats pendant l'occupation. Par contre, certains Etats du middle-west peuplés par des agriculteurs conservateurs, sont restés fidèles au parti républicain qui leur a toujours promis un minimum d'intervention de l'Etat dans leurs affaires. L'existence de telles forteresses politiques a permis à un parti, momentanément dans la minorité, de se maintenir en attendant le jour où il redeviendrait majoritaire.

Un autre facteur qui a joué en faveur de l'existence de deux partis pragmatiques au lieu des partis idéologiques a été la théorie du « *melting pot* », c'est-à-dire le désir présumé de tout citoyen de n'importe quelle classe sociale, religion, origine nationale ou race, de devenir « américain ». Il était donc prudent d'ignorer les traits personnels qui distinguaient les uns des autres et de s'efforcer de parler la même langue et d'accepter la même hiérarchie de valeurs humaines, autrement dit, d'accepter la culture anglaise et la moralité protestante.

La nette séparation de l'église et de l'état depuis l'origine des Etats-Unis a éliminé la nécessité pour les adeptes de telle ou telle religion de se faire représenter par un parti politique qui se serait opposé aux partis agissants au nom des autres cultes. La séparation de l'église et de l'état fut une des règles du jeu politique qui garantissait que l'état ne violerait pas les droits inhérents des individus.

Il y a ainsi, dans l'histoire politique des Etats-Unis, maintes raisons pour qu'il n'y ait que des grandes formations politiques sans programmes idéologique et capables de faire appel à n'importe quel électeur américain. Mais, en faisant cette constatation, on ne veut pas dire que les deux partis soient identiques. Certes, ils sont d'accord sur la nécessité de maintenir le système actuel. Mais il subsiste des différences entre les partis qui résultent du déséquilibre existant dans la distribution des membres des groupes et des habitants des régions. Même s'il y a des conservateurs et des progressistes dans les deux partis, il est vrai qu'il y a plus de conservateurs dans le parti républicain et plus de progressistes dans le parti démocrate. Dans son ensemble, le parti démocrate est un parti légèrement plus libéral (au sens américain du mot) que le parti républicain.

Certains en Europe se sont demandé dans le passé pourquoi les positions relatives des deux partis n'étaient pas rendues plus claires, offrant ainsi un choix plus apparent aux électeurs. Voici la réponse du Gouver-

neur Thomas E. Dewey, candidat républicain battu deux fois aux élections présidentielles :

« Il y a des théoriciens qui veulent chasser du parti républicain tous les modérés et libéraux et puis faire rejoindre ceux qui restent par les groupements conservateurs du sud. Ensuite tout s'arrangerait facilement. Le parti démocrate serait le parti libéral-radical. Le parti républicain par contre serait le parti conservateur-réactionnaire. Le résultat s'arrangerait aussi facilement. Les républicains seraient les perdants de toutes élections et les démocrates les gagnants de toutes élections » (3).

LES « TROISIEME PARTI »

En dépit des dispositions juridiques et de la mentalité politique en Amérique, les « troisième parti » ont été en présence dans presque toutes les élections présidentielles. Leur histoire se divise en deux parties : la période avant la Guerre Civile, c'est-à-dire avant 1860 et la période après ce conflit.

Aux neuf élections présidentielles du début de la fédération, il n'y avait que deux partis en présence : les Fédéralistes de Hamilton et les Démocrates-Républicains de Jefferson. Hamilton et ses amis voulaient donner à la Constitution une interprétation assez large, dotant ainsi le gouvernement du pouvoir de venir en aide aux intérêts commerciaux de l'est du pays. Jefferson, par contre, demandait qu'on s'en tint strictement à la Constitution et parlait au nom des hommes de la frontière et des agriculteurs. Comme les électeurs étaient des hommes simples de la terre plutôt que des hommes d'affaires, il n'est pas surprenant qu'après la victoire en 1796, de John Adams, vice-président sous Washington, aucun candidat fédéraliste n'ait obtenu le soutien de la majorité des Américains et que ce parti disparût après avoir perdu cinq élections de suite.

En 1824, quatre candidats se présentèrent ; ils étaient tous membres du parti démocrate-républicain. On ne peut parler de « troisième parti » à cette époque ; on assistait plutôt à la naissance du système des partis. Aucun des quatre candidats n'ayant gagné la majorité absolue, la Chambre des Représentants dut trancher et John Quincy Adams, qui avait reçu 84 des votes électoraux par rapport à 91 pour Andrew Jackson, fut élu. Le conflit entre ces deux hommes amena la création de deux partis qui disputèrent les élections de 1828 : le parti démocrate de Jackson

(3) Cité par Henry A. Turner, rédacteur, *Politics in the United States* (New York, 1953), pp. 220-221.

et le parti républicain-national de Adams. La formation présidée par Jackson, élu à une écrasante majorité, est devenu l'actuel parti démocrate. Le parti républicain contemporain n'allait naître qu'en 1856. Entre-temps, toute une série de « troisième parti » ont essayé de trouver une place permanente dans le jeu politique.

Après la défaite de Adams en 1828, l'opposition s'unit sous le drapeau du parti whig, un groupement conservateur. Ce parti se divisa à plusieurs reprises par suite de l'absence d'unité parmi ses membres sur un programme, si vague fut-il. Néanmoins le parti réussit aux élections de 1840 et 1848, plutôt à cause des faiblesses des démocrates que grâce à ses propres atouts.

La question des droits des Etats et celle de l'esclavage ont provoqué la chute du parti whig et la désintégration du parti démocrate. La présence parmi les électeurs d'un nombre d'immigrés a aussi causé des conflits entre ceux qui voulaient faire appel uniquement aux citoyens de naissance américaine et ceux qui voulait élargir le nombre des électeurs.

Parmi les petits ou « troisième » partis qui sont nés entre 1840 et 1860 on compte :

- le parti de la liberté, qui voulait l'abolition de l'esclavage ;
- le « *Free Soil* » (terre libre), formé d'hommes de conscience des deux grands partis qui s'opposaient au pouvoir des « grands seigneurs » qui tenaient des esclaves ;
- le parti « *Native American* » suivi du parti « *Know-Nothing* » ou parti américain, qui craignait l'augmentation du nombre des immigrés et le prétendu pouvoir de l'église catholique ;
- le parti des démocrates anti-Nebraska, c'est-à-dire ceux qui s'opposaient à la loi qui permettait l'esclavage dans les territoires de l'ouest.

Cette liste est loin d'être complète, mais elle indique l'incertitude qui prévalait dans le système des partis avant la Guerre Civile. En 1856 le parti républicain est né avec le soutien des membres des partis « *Free Soil* », « *Whigs* » de conscience, « *Know-Nothings* » et plusieurs groupes d'une importance mineure. Ce parti n'a pas réussi à gagner aux élections de cette année par suite de sa nouveauté et du soutien donné au parti démocrate par des hommes riches du sud et des hommes pauvres du nord.

En 1860 Abraham Lincoln, devenu chef du parti républicain, a remplacé son programme idéaliste par un manifeste beaucoup plus pratique et en fait conservateur. C'était le tour des démocrates de se déchirer au

cause du problème posé par l'esclavage et son emploi en dehors du sud. Après la mort de Lincoln et la fin de la guerre, le pays tomba sous la domination des républicains, dits radicaux, qui purent gagner aux quatre élections subséquentes.

A partir des élections de 1868, les premières de l'après-guerre, on peut parler du système des deux grands partis politiques en Amérique. Il y a eu depuis lors, bien entendu, des « troisième » partis. Mais ces partis n'ont jamais eu ni l'espoir réel de prendre la place d'un des deux « grands », ni la possibilité de se maintenir à côté de ces partis. Mais ces « troisième » partis dont nous ne citons que les plus importants ici ont eu une influence considérable sur les programmes des deux grandes formations.

En 1892 le parti du peuple (« *Populist Party* ») a proposé un candidat à la présidence. Les chefs de ce parti tenaient les deux grands partis pour des conservateurs, tandis que le parti du peuple se basait sur les classes populaires qui avaient soutenu Jefferson. Son programme demandait le scrutin secret, les élections directes des Sénateurs fédéraux au lieu de leur choix par les législatures des Etats, le droit de suffrage pour les femmes et le droit du peuple à proposer les projets de loi et à déposer les titulaires de postes gouvernementaux qui auraient commis des actes malhonnêtes (« *initiative and recall* »). Ce parti était le seul qui eut un programme libéral aux élections, mais il n'obtint que 20 votes électoraux (un million des suffrages sur 11,5 millions). Mais son programme a été adopté par les grands partis et trente ans plus tard, on pouvait constater son succès complet. En 1896, la dernière occasion où les Populistes se sont présentés, ils ont soutenu le candidat démocrate, qui a néanmoins perdu.

En 1912, un « troisième parti » a atteint le sommet ; il a déplacé un des deux grands partis. Mais ceci était dû plutôt à la personne qui était son candidat à la présidence, l'ancien Président Théodore Roosevelt, qu'à son programme. Quatre années plus tôt, Roosevelt céda sa place à la tête du parti républicain à Taft qui fut élu. Ensuite Roosevelt, encore relativement jeune, devint plus libéral et décida de demander aux républicains de proposer sa candidature aux électeurs. Mais Taft tenait bien son parti en main et on lui accorda le soutien du parti aux élections. Roosevelt n'accepta pas cette décision et il créa le parti progressiste (« *Progressive* » ou « *Bull Moose Party* »). Le candidat des démocrates était Woodrow Wilson qui, comme Roosevelt, proposa l'adoption du programme populiste. Avec une majorité simple, Wilson gagna aux élections et Roosevelt arriva en deuxième position bien avant Taft. Mais en 1916 le parti républicain retrouva son unité et remporta des victoires écrasantes aux élections des années vingt.

La période sous la domination républicaine reflète le conservatisme du peuple américain après la Première Guerre Mondiale. Mais il subsistait un assez grand nombre d'Américains qui demandaient une politique sociale plus libérale. Ils se groupèrent autour de Robert La Follette et de son parti progressiste (« *Progressive Party* »). Il n'existait aucun lien direct entre ce parti et celui de Roosevelt, mais l'emploi de ce nom voulait dire (à cette occasion et ensuite en 1948 quand on l'a utilisé de nouveau) qu'il s'agissait d'un parti de gauche. La Follette, candidat à la présidence en 1924, n'obtient que 13 votes électoraux (4,8 millions des suffrages sur 29 millions). Le programme de La Follette a été repris en 1932 par Franklin D. Roosevelt, qui a gagné les élections à la tête du parti démocrate, commençant ainsi une période de vingt années sous le signe de ce parti.

En 1948, quatre partis ont présenté des candidats à la présidence. D'un côté, il y avait les républicains ; de l'autre, le parti démocrate avec son candidat, le Président Truman. Deux partis représentaient les éléments dissidents de droite et de gauche du parti démocrate. Le parti des droits de l'état (« *States Rights* » ou « *Dixiecrat* ») se composait des membres du parti démocrate qui se refusaient à accepter l'intégration des races avec l'aide du gouvernement fédéral. Ils ont quitté la convention nationale de ce parti et ont proposé le Sénateur Thurmond de la Caroline du Sud comme candidat à la présidence. Enfin, il y avait le parti progressiste (« *Progressive Party* »), formé pour soutenir la candidature de l'ancien vice-président Henry A. Wallace. Ce parti, tenu pour un parti de la Gauche, a demandé la fin de la guerre froide et un meilleur accord entre l'Amérique et l'URSS. Il faut se rappeler d'ailleurs que le Président Franklin Roosevelt avait laissé tomber Wallace en faveur de Truman en 1944 et il paraît probable que le premier cherchait à se venger en rendant impossible la victoire des démocrates quatre années plus tard.

Ces scissions au sein du parti démocrate et le fait que ce parti avait déjà gouverné pendant seize ans, faisait croire à presque tout le monde que les républicains remportèrent là une victoire. On pensait que les « troisième » partis n'auraient guère d'influence sur les deux « grands » sauf pour faire perdre les démocrates, ce qui aurait été probable en tout cas. Les résultats des élections de 1948 ont surpris tous les experts politiques sauf Truman, qui les a gagnées. Il a reçu 303 des votes électoraux avec 24,1 millions des suffrages, tandis que ses trois concurrents obtenaient 228 des votes électoraux avec 24,3 millions des suffrages (4).

(4) Dewey (républicain) : 189 (21,97 million) ; Thurmond (States' Rights) : 39 (1,17 million) ; Wallace : 0 (1,16). On voit ici les effets du système électoral qui sera discuté plus loin.

Truman, qui avait gagné sans que ses propres alliés l'aient aidé, se sentait tout à fait indépendant d'eux après les élections. Aussi ne peut-on constater aucune influence de leur part sur sa politique pendant les quatre années de son mandat. Il est donc permis de dire que les tentatives des « troisième » partis à cette occasion ont échoué. Ceci a sans doute découragé la formation de nouveaux « troisième » partis lors des quatre tours de scrutin qui suivirent (5).

Enfin, on arrive aux élections de 1968 où le plus puissant des « troisième parti » s'est manifesté. Bien entendu, comme beaucoup de cas précédents, il s'agissait plutôt d'un parti formé pour soutenir un homme, l'ancien Gouverneur George Wallace de l'Alabama en l'occurrence, que d'une vraie formation politique. Mais Wallace trouva beaucoup de supporteurs dans le pays, surtout parmi les conservateurs qui avaient soutenu le candidat républicain, le Sénateur Goldwater, aux élections de 1964. En outre, la crise raciale s'était aggravée depuis les dernières élections et Wallace voulait exploiter les sentiments de ceux des blancs qui déploraient l'action des noirs les plus militants. Parmi ces blancs, il paraît certain qu'il se trouvait des millionnaires qui subventionnèrent la campagne électorale de Wallace, en croyant qu'il pourrait gagner ou du moins qu'il pourrait faire admettre ses thèses par l'un des candidats des deux grands partis.

Wallace présenta sa candidature aux électeurs de tous les Etats, la circonscription de la capitale fédérale exceptée. Pour la première fois depuis les élections de 1912, on put parler de trois véritables candidats à la présidence (6). Wallace voyagea partout et fut bien accueilli même en dehors du sud, son pays natal. Pendant un certain temps les sondages d'opinion publique indiquèrent qu'il allait gagner plus de suffrages et de votes électoraux que le candidat démocrate. Wallace paraissait avoir le soutien non seulement des conservateurs du sud mais aussi d'une partie importante des ouvriers du nord, fils d'immigrés, qui croient qu'ils ont réussi à améliorer leur sort sans avoir eu recours aux moyens parfois extrêmes employés par les noirs. L'appel de Wallace était essentiellement négatif. Il promettait une action plus efficace de la police pour combattre la violence et une diminution de l'intervention du gouvernement fédéral dans la vie américaine, autrement dit, une réduction de l'aide sociale.

Il est hors de doute que Wallace exerça une influence sur le com-

(5) On ne parle pas bien entendu des petits « troisième » partis comme les partisans de Trotsky, le parti contre l'emploi d'alcool, etc. qui se présentent à toutes les élections et qui gagnent au plus quelques milliers de suffrages.

(6) Le Président Johnson a, par exemple, donné les mêmes renseignements touchant les négociations avec les nord-vietnamiens à Wallace qu'il aurait donnés normalement qu'aux candidats des deux grands partis.

portement de ses deux concurrents. Le candidat républicain, l'ancien Vice-Président Nixon, ne voulait rien faire pour mettre en cause sa victoire probable. Il essaya donc d'éviter de prendre position sur les questions soulevées par Wallace. Il parla, lui aussi, « de la loi et de l'ordre », des mots qui voulaient dire une action répressive de la police, mais il ne précisa pas sa pensée. Le candidat démocrate, le Vice-Président Humphrey essaya de montrer que la politique de Nixon n'était pas éloignée de celle de Wallace. Mais à cause de son rôle comme membre du gouvernement Johnson, qui avait accru la participation américaine à la guerre de Vietnam, il ne pouvait entièrement effacer son image de partisan, lui aussi, des solutions conservatrices des problèmes américains. D'autre part, comme candidat des démocrates, qui avaient promu la majeure partie de la législation sociale et raciale aux Etats-Unis, il pouvait compter sur le soutien des ouvriers (qui ont dans une grande mesure quitté le camp de Wallace) et des noirs.

Les résultats des élections de 1968 ont montré que le peuple américain n'est pas encore prêt à abandonner le système des deux grands partis. Nixon a gagné aux élections, ayant reçu 301 des votes électoraux avec 31,8 millions des suffrages. Humphrey a reçu 191 des votes électoraux avec 31,3 millions des suffrages, et Wallace, 46 votes électoraux avec 9,9 millions des suffrages.

Le lendemain des élections, les experts avaient tendance à dire que Wallace n'avait pas joué un rôle très important parce qu'il n'avait pas réussi à influencer les résultats. En fait, Wallace avait gagné 13,5 % des suffrages, ce qui n'est pas négligeable. Sa réussite indique que de nombreux américains ne sont pas satisfaits par ce que les deux grandes formations politiques leur offrent. D'ailleurs, il est certain que des démocrates de gauche se sont abstenus de toute participation aux élections, sous prétexte qu'il ne leur avait pas été offert un vrai choix, le parti démocrate ayant rejeté le Sénateur Eugène McCarthy et Humphrey n'ayant pas répudié les événements de Chicago où la police avait violemment attaqué les manifestants lors de la convention nationale des démocrates en août. Ces deux groupes de dissidents, l'un de droite et l'autre de gauche, n'ont pas été satisfaits des élections et leur opposition pèse lourd sur l'avenir du système des partis en Amérique.

LES PARTIS POLITIQUES AUJOURD'HUI

La situation des partis politiques en Amérique se différencie nettement de ce qu'elle a été depuis la Guerre Civile. La raison en est simple : la situation du pays elle-même est différente de ce qu'elle a été.

On peut observer des conflits au sein de la société américaine et des problèmes de politique extérieure qui paraissent impossible à résoudre. Peut-être est-il vrai que les défis lancés à la nation américaine ont toujours été aussi énormes, mais aujourd'hui le peuple américain semble comprendre la nature et la grandeur de ces problèmes pour la première fois.

Fondamental pour comprendre le malaise politique du pays est le problème racial. Depuis 1954, date de la décision de la Cour Suprême déclarant que la ségrégation raciale dans les écoles est anticonstitutionnelle, les noirs ont revendiqué leurs pleins droits comme citoyens américains. Selon les sondages, la plupart des blancs sont d'accord pour estimer que les noirs ont droit à un meilleur sort. Mais les blancs, issus de la tradition anglaise d'évolution politique graduelle, croient que les noirs ne doivent pas s'attendre à avoir tous leurs droits immédiatement. Les noirs, par contre, demandent à être traités sur un pied d'égalité tout de suite, car ils se souviennent des cents ans qui ont déjà passé depuis leur libération par Lincoln.

Il se pose donc un conflit entre ceux qui voient dans le système actuel la perspective d'une évolution mesurée vers les objectifs de la société américaine et ceux qui disent que jusqu'ici le système ne leur a rien donné et qu'il n'y a pas de raison de croire qu'on peut espérer mieux à l'avenir. Pour les premiers, les deux grands partis sont assez représentatifs du peuple américain dans son ensemble, tandis que pour les derniers, les partis, comme manifestation d'un système politique hostile, sont à rejeter.

Ce conflit ne se serait pas manifesté ou au moins pas aussi tôt que les années soixante si les Américains n'étaient pas intervenus au Viet-Nam. Cette intervention militaire américaine a été menée par le parti démocrate, tenu pour le plus libéral des deux grandes formations. Lors de la campagne électorale de 1964, le Président Johnson, candidat du parti démocrate, a même combattu son adversaire Goldwater, en soulignant son intention de ne pas élargir la guerre, mais la suite fut décevante pour des millions de démocrates. Par suite de l'augmentation considérable des dépenses destinées à financer la guerre et des pertes en vies humaines, ces démocrates se sont de plus en plus détachés de leur parti. Ils plaidaient plutôt en faveur d'une augmentation des dépenses sociales afin d'améliorer les conditions de vie des gens pauvres, surtout des noirs. Les dirigeants du parti républicain ne partageaient pas leur point de vue, ce qui n'est pas étonnant, et les chefs du parti démocrate ne pouvaient ou ne voulaient pas répondre à leurs demandes. Par conséquent, un assez grand nombre de blancs se trouvaient aux côtés des noirs en opposition avec les grands partis. Le fait que cette opposition n'avait pas comme unique base les revendications raciales donna à ce

mouvement de gauche une puissance qu'il n'aurait pas eue si elle n'avait été qu'un rassemblement de noirs.

Si la Gauche trouve que le système politique américain n'est pas à même de résoudre les grands problèmes qui se posent à la société américaine parce qu'il ne permet pas une évolution sociale assez rapide, la Droite critique ce même système pour ne pas avoir maintenu le calme et les valeurs traditionnelles. Les conservateurs se demandent pourquoi le gouvernement paraît peu certain de ce qu'il faut faire pour terminer la guerre vietnamienne et pour empêcher d'autres guerres pareilles. Ils croient qu'il faut employer les mesures adéquates, ce qui veut dire les solutions militaires et non pas politiques. Sur le plan intérieur ils disent que les noirs devraient travailler pour gagner leur place dans la société américaine et rejettent l'hypothèse que les problèmes qui se posent aux noirs sont différents de ceux qui ont été surmontés par les générations d'immigrés. La Droite maintient que l'Etat doit protéger la propriété privée contre les manifestations de gens qui sont dépourvus de leurs droits civiques, économiques et sociaux.

Les conservateurs croient que depuis 1933 les gouvernements n'ont pas réussi à établir une société stable et qu'ils ont privé l'individu de toute initiative en créant un régime social qui est en fait socialiste.

En 1964, grâce à un effort prodigieux d'organisation, la droite a réussi à acquérir un rôle dominant dans le parti républicain. Le Sénateur Goldwater fut un candidat conservateur comme on en a rarement vu en Amérique. Il critiquait les deux grands partis qui n'avaient pas des programmes très différents. « Je vous offre un choix et non pas un écho », disait-il. Goldwater n'aimait pas le consensus américain et avait l'air de vouloir créer deux grands partis, l'un conservateur et l'autre libéral, comme craignait le Gouverneur Dewey.

La campagne de 1964 ne fut pas caractérisée par cette lutte tant souhaitée par Goldwater. Le Président Johnson se fit le candidat du « consensus », c'est-à-dire du maintien du système en vigueur. Les électeurs approuvèrent le système basé sur un accord fondamental entre les deux grands partis de préférence à un système comprenant des partis idéologiques — les conservateurs et les libéraux. Ils choisirent Johnson (486 votes électoraux ; 43,1 millions des suffrages) et rejetèrent Goldwater (57 votes électoraux ; 27,2 millions des suffrages). Mais la campagne de Goldwater avait montré qu'à côté des républicains qui votent en tout cas pour le candidat du parti, il existait de nombreux conservateurs. Beaucoup d'entre eux devaient voter pour Wallace en 1968.

Les dissidents de la Droite et de la Gauche prouvent qu'aujourd'hui il existe un désir de voir les grands partis devenir des partis idéologiques, prêts à prendre position sur les questions politiques, sociales et raciales.

Jusqu'à maintenant les deux partis n'étaient pas en mesure de se transformer, car leurs dirigeants persistaient à croire que la masse de citoyens ne veut pas être obligée de faire un choix entre deux options philosophiques mais préfère traiter les problèmes d'une manière pragmatique. Face à cette attitude les dissidents se montrent de plus en plus prêts à courir les risques et à créer les « troisième parti », qui pourraient prouver que le citoyen américain veut choisir entre deux points de vue.

La réticence des dirigeants à transformer leurs partis est une manifestation du deuxième grand problème qui se pose aux partis politiques américains. Ceux-ci, sont en général entre les mains de quelques hommes puissants et échappent donc au contrôle démocratique que pourraient exercer leurs membres. Il existe un mouvement qui vise à rendre plus démocratique l'organisation interne des partis. Il n'est peut-être pas surprenant que ceux qui participent à ce mouvement sont principalement des dissidents de la Gauche.

L'organisation actuelle des partis est quelque peu bizarre. Il n'existe pas de parti national ; on pourrait aller jusqu'à dire que les partis ne fonctionnent, à ce niveau, qu'au moment des élections présidentielles. Par contre, les partis existent au niveau des Etats, sous la forme d'une structure permanente avec un nombre limité de participants réguliers. Du point de vue d'organisation il n'y a pas de parti de masse. C'est uniquement au moment des élections qu'il est permis de parler de partis pouvant compter sur un certain nombre d'électeurs fidèles.

Le travail le plus important des partis est, de procéder à la sélection des candidats. D'une moindre importance est la formulation du programme.

Le choix des candidats peut se faire de deux manières. Les élections primaires existent dans plusieurs Etats. Ces élections permettent aux citoyens qui se déclarent membre de l'un ou de l'autre parti de participer au choix du candidat que le parti proposera aux élections générales. Ce système permet parfois de désigner des candidats « indépendants » ou « réformistes » qui sont opposés aux candidats proposés par les dirigeants. Si un candidat « indépendant » gagne aux élections primaires, les dirigeants mettent d'habitude l'appareil du parti à sa disposition. Le système des élections primaires est loin d'être parfait, surtout en ce qui concerne les élections présidentielles. Dans quelques Etats seulement, les membres des partis ont le pouvoir de nommer les délégués aux conventions nationales. Ces délégués sont choisis parce qu'ils soutiennent l'un des candidats. De ce fait, ils sont obligés, au moins au premier tour du scrutin à la convention nationale, de voter pour ce candidat. Si un candidat gagne la plupart des élections primaires, il se considère comme le candidat

voulu par la masse du parti, mais il n'est pas certain d'être proposé par la convention.

L'autre moyen de choisir les candidats, c'est la décision des dirigeants. Ceux-ci ont tendance à proposer des hommes qui partagent leurs vues et aident à créer un équilibre (selon la région, la race, la nationalité d'origine, etc.) parmi les candidats du parti. Ces candidats sont partisans du système actuel et les dissidents sont obligés de les accepter. La plupart des délégués à la convention nationale sont choisis de cette manière. Il en va de même pour le programme du parti. Les dirigeants cherchent surtout un programme qui ne les lie pas sur les questions les plus importants, mais qui semble répondre à toutes les demandes de la société.

Tout ceci ne correspond plus aux vœux des citoyens qui sont de mieux en mieux éduqués, politiquement, et qui ne sont plus satisfaits ni des candidats, ni des programmes des partis. Les partis commencent à reconnaître qu'ils devraient s'ouvrir aux opinions de tous leurs membres. Faute d'accepter ces idées, les dirigeants risquent de perdre une aide qui est indispensable lors des campagnes électorales. En outre, grâce à la télévision, les conventions nationales sont devenues publiques et ont des millions de spectateurs. Ces citoyens sont méfiants à l'égard des patrons (« bosses ») traditionnels et ils demandent que les partis soient plus démocratiques. Mais, facteur plus important, si les partis ne deviennent pas plus démocratiques, les membres frustrés sont très enclins à choisir de participer à l'action d'un « troisième parti » ou de ne plus participer à rien du tout.

La volonté manifestée par le parti démocrate de rendre plus démocratique son organisation interne n'est pas sans importance. Par ce moyen, le parti démocrate qui admet les noirs librement, devient un parti libéral plutôt qu'un parti conservateur du sud. Ce parti a l'intention de donner à la convention nationale le soin de choisir les délégués et au comité la charge d'élaborer un programme sensiblement plus démocratique. Si les démocrates atteignent ces objectifs, comme ils veulent, lors de leur prochaine convention en 1972, les républicains seront obligés d'agir pareillement. Mais les dirigeants des partis sont réticents devant une évolution trop rapide vers la démocratie, et continueront à l'être jusqu'au moment où il s'avèrera absolument nécessaire de céder devant les exigences des membres ou du grand public.

Aujourd'hui les grands partis sont donc en voie de transformation sous la menace des « troisième partis » qui promettent d'être plus idéologiques et peut être plus démocratiques. En même temps, le système électoral subira lui aussi des modifications fondamentales.

LE COLLEGE ELECTORAL

La manière de choisir le président des Etats-Unis montre clairement la méfiance à l'égard de la démocratie qui existait en Amérique à l'époque où fut élaborée la Constitution de 1789. Les rédacteurs de cette loi fondamentale qui continue à régler la vie politique américaine actuelle voulaient interposer le Collège électoral entre le peuple et le président. Ils ont essayé, en même temps, de tenir compte du fait qu'il s'agissait d'une fédération où les Etats hésitaient à accepter les élections directes d'une haute personnalité nationale qui échapperait à leur contrôle.

Selon l'article II de la Constitution, chaque Etat a le droit à un nombre d'électeurs égal au nombre de Sénateurs et membres de la Chambre des Représentants venant de cet Etat. Cette disposition donne aux Etats peu peuplés un certain avantage vis-à-vis des grands Etats, puisque chaque Etat envoie deux sénateurs à Washington, sans tenir compte de l'importance de la population. C'est ainsi que l'Etat d'Alaska, avec 226.000 habitants a trois électeurs (deux pour les deux sièges au Sénat et un pour le représentant au Congrès), tandis que l'Etat de New York, qui compte 16,8 millions d'habitants, en a 43 (deux plus 41 pour les sièges à la Chambre). Si l'on employait la règle de la représentation selon la population, l'Etat de New York aurait droit à 51 électeurs pour chaque électeur d'Alaska au lieu de 14, comme c'est le cas maintenant. Mais cet avantage des petits Etats perd quelque peu de son importance grâce à la disposition qui accorde tous les votes électoraux d'un Etat au candidat qui emporte la majorité simple des suffrages. De cette façon un seul citoyen newyorkais peut décider de l'attribution des 43 votes électoraux, tandis le vote qui détermine le gagnant en Alaska ne dispose que de trois votes électoraux accordés à cet Etat.

Aucune règle n'oblige un membre du Collège électoral à voter pour le candidat élu par le peuple. Les fondateurs du système américain voulaient que les grands électeurs eussent toute liberté de choisir un président, parce qu'ils croyaient que ces électeurs auraient une sagesse politique qui n'appartient pas aux simples citoyens.

Pour être élu, le candidat à la présidence doit obtenir la majorité absolue des votes électoraux. Sinon, c'est à la Chambre qu'il appartient de désigner le président et au Sénat de désigner le vice-président. La Chambre est appelée à choisir parmi les trois candidats qui ont le plus grand nombre de votes électoraux. Le Sénat doit décider entre les deux candidats à la vice-présidence qui ont le plus grand nombre de votes. Le vice-président remplit les fonctions du président en attendant l'élection de celui-ci, si cela s'avère nécessaire.

Ce système paraît donner aux candidats des « troisième parti » la possibilité d'être élus par le Congrès, si l'un des candidats des deux grands partis ne parvient pas à la majorité absolue. Mais le Congrès n'a élu un président qu'une seule fois, lors des élections de 1824 où Andrew Jackson avait gagné 99 des votes électoraux mais où l'on a préféré John Quincy Adams qui n'en avait que 84. En effet, depuis la présidence de Jackson (1829-1837) on accepte de plus en plus l'idée que les citoyens ont assez de sagesse pour choisir eux-mêmes leur président et l'on manifeste la volonté d'éviter l'emploi du système prévu par la Constitution. En 1876, 22 votes électoraux étaient en question au moment du scrutin du Collège électoral et le Congrès a créé une commission pour trancher. Cette commission a attribué tous les votes à Hayes, qui est devenu président. La Chambre seule aurait choisi son concurrent, mais on a évité le renvoi des élections à cette assemblée comme la Constitution le prévoit.

Ce n'est qu'en 1968 qu'on a reconnu les dangers du système électoral. On craignait que Wallace pût gagner assez de votes électoraux pour empêcher un des candidats des deux grands partis à recueillir la majorité absolue. Au moment du vote à la Chambre Wallace aurait été en mesure de demander au candidat qui voulait le soutien de ses électeurs, des concessions à sa politique raciste. Mais Nixon et Humphrey ont déclaré qu'ils étaient prêts à perdre plutôt que d'accepter le « dictat » de Wallace. Par conséquent, le Sénat aurait eu la responsabilité de choisir le président ad interim parmi deux hommes qui n'étaient même pas proposés pour ce poste. La victoire de Nixon a rendu purement théoriques ces craintes, mais les élections de 1968 ont déclenché un mouvement en faveur de la réforme du système qui a toutes les chances de réussir.

Les faiblesses du Collège électoral sont dès aujourd'hui bien connues de tout le monde et il n'y a presque plus des partisans du système qui a duré depuis la création de la fédération (7). Le Collège électoral fausse les mécaniques de la vraie démocratie de la manière suivante :

1. Les électeurs ne sont pas obligés de voter pour le candidat qu'ils ont soutenu lors de la consultation populaire. En 1956, un électeur démocrate a préféré voter pour un raciste qui n'était même pas candidat que pour Stevenson, le candidat de son parti. En 1960, des listes d'électeurs qui ne soutenaient aucun candidat (« *unpledged electors* ») ont été choisies en Alabama et dans le Mississippi. Ces 14 électeurs et un élec-

(7) La revue hebdomadaire *Newsweek* (30 décembre 1968) a consacré un long article au Collège électoral ce qui indique que le débat sur son avenir est d'ores et déjà ouvert devant l'opinion publique.

teur républicain d'Oklahoma ont voté pour un candidat raciste, la première fois que les sudistes ont ouvertement essayé de renvoyer les élections à la Chambre. Enfin, en 1968, un électeur républicain a voté pour Wallace. Il est clair que les citoyens aiment savoir pour quel candidat ils votent et que la liberté de choix des « grands électeurs » peut détourner leur choix.

2. Dans le système actuel, un candidat, ayant gagné la majorité absolue des votes électoraux, est élu même si son concurrent a obtenu la majorité absolue des suffrages. Hayes en 1876 et Harrison en 1888 ont été élus de cette façon. Ceci résulte de la répartition par Etat des sièges au Collège sans qu'un nombre superflu de suffrages puisse être attribué à un même candidat dans un autre Etat. En fait, ces suffrages sont gaspillés.

3. Les sièges au Collège électoral sont attribués selon la population des Etats et non par rapport au nombre des électeurs votants. Le vote n'étant pas obligatoire en Amérique il est possible qu'un nombre plus grand de citoyens aillent aux urnes dans un Etat à population moins grande que celle d'un Etat où moins de personnes participent au scrutin. En 1968, par exemple, 1,8 millions d'électeurs de Missouri ont nommé 12 membres du Collège, tandis qu'en Caroline du Nord, 1,6 millions choisissaient 13 membres.

4. Comme on l'a dit plus haut, le système des votes électoraux favorise les petits Etats en leur accordant un minimum de trois votes.

5. D'autre part, à celui qui remporte la majorité dans un Etat est accordé tous les votes de cet Etat au Collège électoral. Les candidats sont donc encouragés à concentrer leurs campagnes électorales dans les grands Etats où le glissement d'un assez faible nombre d'électeurs peut déterminer le gain, pour celui qui gagne, de tous les votes électoraux.

6. Si le Collège n'est pas en mesure de décider, les procédures à la Chambre et au Sénat sont loin d'être parfaites. A la Chambre, les représentants de chaque Etat votent en bloc. Il y a donc cinquante votes, un par Etat, et le vote de chaque Etat est décidé à la majorité des représentants habitant dans l'Etat. S'il y a égalité de votes parmi les représentants, l'Etat ne participe plus au scrutin à la Chambre. Au Sénat tous les sénateurs participent au choix du vice-président sans tenir compte des Etats. Pour ce qui concerne le système utilisé à la Chambre, on voit qu'on est loin de la démocratie et du vote pondéré selon la population. La Constitution veut donc protéger les droits des Etats de la fédération plus que les droits des citoyens. En liaison avec le vote du Sénat pour le vice-président, il est bien possible que le président et le vice-président

ne soient pas du même parti, ce qu'on a voulu éviter en adoptant le XII^e amendement à la Constitution.

Avec toutes ces faiblesses, le Collège électoral a néanmoins survécu depuis 1789. Ce n'est qu'en 1913 que la Constitution a été amendée pour permettre l'élection directe des sénateurs au lieu de l'élection par les législatures des Etats. A partir de ce moment la Constitution reconnaît au citoyen la sagesse politique autrefois réservée à un nombre limité d'hommes. Depuis cette modification de la Constitution, la menace de voir le Collège électoral donner un résultat différent de ce qu'une majorité du peuple voulait ne s'est pas présentée. Mais le Collège deviendrait insupportable si des électeurs pouvaient agir contre la volonté de la majorité. En 1968, il a semblé possible que le Collège pût contrecarrer cette volonté.

Dans les quatre années à venir, c'est-à-dire avant les prochaines élections présidentielles, il est à peu près certain que la Constitution sera modifiée pour ce qui concerne le Collège. Mais on n'est pas encore d'accord sur une nouvelle solution qui ne donnerait pas une plus grande place au « troisième parti ». Voici quelques-uns des plans qui ont été suggérés :

1. Le système du Collège est maintenu, mais on peut en même temps abolir les électeurs eux-mêmes. Comme dans le système actuel, tous les votes d'un Etat seraient attribués au candidat qui a gagné la majorité simple lors de la consultation populaire, mais sans qu'un électeur ait la possibilité de voter pour une autre personne. Cette proposition est donc très limitée et ne porte pas remède à la plupart des faiblesses du système actuel.

2. La distribution des votes électoraux selon les suffrages a été proposé. Selon ce système, un candidat qui aurait gagné un certain nombre de suffrages, à la consultation populaire, tout en n'étant pas le gagnant, aurait droit à une proportion équivalente de votes électoraux. On aurait donc un type de représentation proportionnelle. Ce système diminuerait le pouvoir des grands Etats et rendrait presque nulle l'influence des populations des grandes villes qui peuvent prêter leur poids à un candidat et donc déterminer le résultat pour un Etat pris dans son ensemble. Ceci pourrait paraître juste, après les décisions de la Cour Suprême qui a donné à ces mêmes agglomérations leur poids exact aux élections intérieures à chaque Etat. Avant ces décisions, la proportion des représentants des régions rurales aux législatures était trop grande par rapport à la proportion de ceux venant des villes. Mais le vote proportionnel aiderait les éléments conservateurs du sud et du middle-west du pays et c'est

pour cette raison qu'on rejète la proposition, il y a 19 ans. Un danger beaucoup plus grave provient de ce que ce système donnerait une place aux « troisième parti ». En 1968, par exemple, Wallace aurait eu droit à 73 sièges au Collège au lieu de 46 et il aurait pu jouer le rôle d'arbitre qu'il cherchait à jouer.

3. Une forme de représentation proportionnelle serait la création au sein de chaque Etat de districts électoraux (peut-être les mêmes que pour les représentants à la Chambre). Les électeurs de chaque district détermineraient un vote électoral et deux seraient accordé au candidat qui aurait gagné dans la plupart des districts d'un Etat. Ce système aurait les mêmes effet que celui du vote proportionnel. En même temps, cependant, on aurait la tentation de refaire les districts pour favoriser un parti ou l'autre (« *gerrymandering* »).

4. Le système qui a les meilleures chances d'être adopté est celui des élections directes par le peuple. Pour gagner, un candidat aurait besoin d'un certain pourcentage des suffrages. Sinon, il y aurait un deuxième tour où le peuple aurait à choisir entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre des suffrages lors du premier tour. Le chiffre de 40 %, qu'on cite parfois, est loin en dessous des pourcentages attribués jusqu'ici aux candidats, qui avec moins de 50 % des suffrages, sont élus par le Collège électoral. On a choisi ce chiffre en vue d'éviter autant que possible le recours au deuxième tour, inconnu aux Etats-Unis jusqu'aujourd'hui. Ce système donnerait aux minorités noires et racistes la possibilités d'additionner leur suffrages partout dans le pays. Et il s'accorde avec la volonté d'assurer le suffrage universel pur et simple.

CONCLUSIONS

Depuis la Guerre Civile, les élections présidentielles auxquelles des millions de citoyens participent ont souvent été décidées par quelques milliers de suffrages. Ceci montre à quel point les deux grands partis sont pareils, chacun dépendant du soutien des membres de tous les groupes au sein de la nation. Les élections ont été disputées par des partis « pragmatiques » et non pas « idéologiques ». Le Collège électoral a aidé à perpétuer cet état des choses, parce que les résultats obtenus au Collège s'accordent d'habitude avec les résultats des consultations populaires. En effet, le Collège magnifie la victoire de celui qui a obtenu la majorité des suffrages, rendant ainsi les résultats moins douteux.

Mais depuis quelques années on peut observer la fragmentation de la société américaine. L'idéal du « melting pot » où tous les groupes se

fondent dans un seul peuple n'est plus aussi séduisant que par le passé. Les mouvements de gauche et de droite demandent à être écoutés, sinon au sein des grands partis, du moins par les électeurs eux-mêmes.

Les dirigeants des partis et de la nation sont donc placés devant un choix. Ils peuvent essayer de maintenir le statu quo en espérant que les « troisième parti » n'auront pas beaucoup d'attrait et qu'ils ne pourront donc pas avoir une grande influence sur les résultats des élections. Si ces chefs politiques considèrent que le risque est trop grand, ils doivent modifier la structure des partis et le système électoral prévu par la Constitution.

Or, les « troisième parti » qui existent déjà au niveau des Etats et la menace posée par Wallace sur le terrain politique national ont montré qu'il n'est plus possible d'ignorer sur le plan politique les changements intervenus dans la société américaine. Lors de la Convention nationale du parti démocrate en 1968 on a déjà vu la décision de rendre plus démocratique la « *decision-making* » de ce parti. Avant la campagne de 1972 on peut s'attendre à ce que soient proposées des mesures destinées à offrir à un plus grand nombre de démocrates, ceux de qui le parti dépend au moment des élections, de participer de façon bien plus active au choix des candidats et à l'élaboration du programme. Il n'est pas exclu qu'un jour des élections primaires dans tous les Etats, ou même des élections primaires nationales, permettent de choisir les candidats. Si le parti démocrate parvient à se démocratiser, il est hors de doute que les républicains feront de même. En même temps, sur le plan national, le système des élections présidentielles sera modifié. De cette manière le système des partis pourra être rendu plus démocratique, plus apte à refléter la volonté du peuple.

Il est clair que personne ne veut adopter le système des partis tel qu'il existe en Europe. En effet, ce qui domine toutes les discussions sur l'avenir politique du pays est le désir de maintenir les deux grands partis. Presque tout le monde est d'accord que c'est seulement à travers ce système que pourra être maintenue l'unité d'un pays aussi vaste que les Etats-Unis. Mais dans ces limites, les Américains se trouvent au seuil d'une des plus grandes réformes constitutionnelles de l'histoire de leur pays.

